



Fédération Nationale
SAPEURS - POMPIERS
DE FRANCE



Élection présidentielle 2017

Présentation des résultats de l'enquête menée
auprès des sapeurs-pompiers de France
entre décembre 2016 et janvier 2017

Les réponses sont présentées ou commentées **par statut et/ou par grade** lorsqu'elles feront apparaître une **différence significative** sur au moins une ligne entre les catégories de participants. Les résultats sont sinon agrégés.

Au total, l'enquête a recueilli **14 441 réponses**.

A. Contexte de la consultation

1. Quel est votre statut chez les sapeurs-pompiers ?

Sapeur ou caporal SPP	5,4 %
Sapeur ou caporal SPV	29,8 %
Sous-officier SPP	11,7 %
Sous-officier SPV	23,9 %
Officier SPP	9,5 %
Officier SPV	11,4 %
Total des SPP et SPV	91,7 %
PATS	3,5 %
Ancien.ne	4,7 %

Ces chiffres sont cohérents avec ceux observés à l'échelon national. Une surreprésentation des sapeurs et caporaux volontaires ainsi que des officiers tant volontaires que professionnels est cependant à noter.

Concernant les seuls sapeurs-pompiers actifs, la répartition est de 65,1 % de SPV et 26,6 % de SPP.

2. Quelle est votre tranche d'âge ?

16-25 ans	12,0 %
25-35 ans	24,6 %
35-45 ans	31,3 %
45-55 ans	20,7 %
Actif de + de 55 ans	6,7 %
Ancien de + de 55 ans	4,7 %

Ces chiffres sont là aussi cohérents avec la pyramide des âges des sapeurs-pompiers (chiffres DGSCGC). Nous notons cependant une légère surreprésentation des 35-45 ans et réelle sous-représentation des 16-25 ans (8 points de moins).

3. Quel est votre sexe ?

Femme	12,4 %
Homme	87,6 %

À l'échelle nationale, les femmes représentent 15 % des effectifs de sapeurs-pompiers. Le pourcentage est ici un peu plus faible mais l'échantillon reste néanmoins représentatif.

B. L'engagement opérationnel : la mission d'urgence

4. Aujourd'hui, l'incendie ne représente plus que 7 % de l'activité. Cette évolution vous paraît :

Normale	79,4 %
Anormale	8,8 %
Inquiétante	9,9 %
Autre (* : réponse libre)	1,5 %

(*) : efficacité de la prévention, amélioration des comportements individuels et des normes de construction, croissance du SAP avec le vieillissement de la population sont évoqués par les répondants.

5. Les incendies sont des opérations qui nécessitent du matériel et des formations spécifiques. Notre système doit-il permettre à tous les SP d'intervenir sur des incendies ?

Oui, toutes les casernes doivent être dotées de matériel anti-incendie	68,8 %
Oui, pour effectuer une 1 ^{ère} reconnaissance, les sauvetages, etc.	34,9 %
Non	3,0 %

Les sapeurs-pompiers sont attachés à la mission historique de l'incendie.

6. Puisque 82 % des interventions relèvent du secours d'urgence et de l'aide aux personnes, faut-il dédier des sapeurs-pompiers exclusivement à l'activité secouriste ?

Total des SPP et SPV	
Oui	19,8 %
Oui, mais jusqu'à un certain grade seulement	11,4 %
Non	68,8 %
Ensemble des SPP	
Oui	24,8 %
Oui, mais jusqu'à un certain grade seulement	15,3 %
Non	59,9 %
Ensemble des SPV	
Oui	17,7 %
Oui, mais jusqu'à un certain grade seulement	9,8 %
Non	72,5 %

Les sapeurs-pompiers souhaitent très majoritairement maintenir leur polyvalence.

7. Notre système propose une réponse graduée (sapeurs-pompiers avec sacs de l'avant, VSAV, infirmier.ère SP, médecin SP). Cette organisation vous paraît-elle pertinente ?

Oui	82,3 %
Non	17,7 %

Le système de la réponse graduée est largement soutenu par les sapeurs-pompiers.

8. Sapeurs-pompiers, vous êtes formés à porter un secours d'urgence aux personnes, pensez-vous que vos compétences doivent aussi servir à intervenir dans des situations non-urgentes auprès des personnes (assistance, levée de doute...) ?

Total	
Oui	54,2 %
Non	45,8 %
Ensemble des SPP	
Oui	42,9 %
Non	57,1 %
Ensemble des SPV	
Oui	58,2 %
Non	41,8 %

L'intervention des sapeurs-pompiers dans des situations non-urgentes est approuvée majoritairement, mais fait l'objet d'un clivage entre professionnels et volontaires, qui traduit deux visions du service et la nécessaire adaptation des conditions de réalisation de ces missions.

9. Pour les interventions qui ne nécessitent pas de déplacement urgent (avec deux-tons et gyrophare), pensez-vous qu'il soit judicieux d'appliquer une politique de tri des interventions en refusant systématiquement l'intervention lorsque d'autres acteurs peuvent intervenir (cas des nids de guêpes ou des ascenseurs bloqués, par exemple) ?

Oui	66,9 %
Non	33,1 %

10. Si le SDIS décide d'intervenir pour les situations qui ne nécessitent pas de déplacement urgent (avec deux-tons et gyrophare), est-il judicieux d'adapter la réponse en retardant le départ pour tenir compte de la disponibilité des personnels ?

Oui	79,9 %
Non	20,1 %

11. Si le SDIS décide d'intervenir pour les situations qui ne nécessitent pas de déplacement urgent (avec deux-tons et gyrophare), pensez-vous qu'il soit judicieux de facturer ces interventions ?

Oui	20,9 %
Oui, mais pas forcément toutes (c'est à négocier localement)	62,7 %
Non	16,4 %

Les réponses aux questions 9 à 11 montrent que les sapeurs-pompiers ont intégré la nécessité d'adapter les conditions de réalisation des missions pour les missions non-urgentes.

C. L'engagement opérationnel : la mission de sensibilisation et de prévention de la population

12. Les missions de sensibilisation et de prévention de la population face aux risques sont peu développées au sein des SDIS. Faut-il les développer davantage ?

Oui, pour faire de chaque citoyen un acteur de sa sécurité	75,5 %
Oui, c'est aussi une façon de recruter	51,1 %
Non	4,1 %

Les sapeurs-pompiers sont très majoritairement favorables au développement d'actions de sensibilisation et de prévention à destination du grand public. On note cependant qu'à grade identique, les SPV sont plus sensibles que les SPP à l'argument du potentiel de recrutement : 27,9 % contre 15,6 % pour les officiers ; 25,7 % contre 14,6 % pour les sous-officiers ; 19,1 % contre 10,5 % pour les sapeurs ou caporaux.

13. Avez-vous eu connaissance de la campagne de sensibilisation de la population aux comportements qui sauvent (campagne de Grande cause nationale 2016 menée par la FNSPF, la Croix-Rouge française et la Fédération nationale de protection civile) ?

La possibilité de répondre à plusieurs propositions explique les résultats supérieurs à 100 %.

Oui, par la presse	42,0 %
Oui, mon SDIS et/ou mon UD a/ont organisé des sessions de 2 h	55,4 %
Oui, par l'intermédiaire de la FNSPF	19,7 %
Non	14,6 %

85,4% des sapeurs-pompiers ont eu connaissance de la campagne de grande cause nationale, que ce soit au cours de leur activité ou par la diffusion grand public.

D. L'engagement opérationnel : vos conditions de vie en service

14. Pensez-vous que l'effectif en SPV de votre SDIS est suffisant ?

Ensemble des SPP	
Oui	62,1 %
Non	37,9 %
Ensemble des SPV	
Oui	34,0 %
Non	66,0 %

15. Pensez-vous que l'effectif en SPP de votre SDIS est suffisant ?

Ensemble des SPP	
Oui	22,8 %
Non	77,2 %
Ensemble des SPV	
Oui	53,7 %
Non	46,3 %

Les réponses aux questions 14 et 15 révèlent que la perception de l'effectif est dépendante du statut des répondants. La forte contrainte budgétaire explique largement ce clivage. Mais de façon globale, la conclusion est la même : il est nécessaire d'augmenter les effectifs, qu'ils soient professionnels ou volontaires.

16. Dans votre SDIS, pensez-vous que les moyens alloués à la distribution des secours sont suffisants ?

Oui	49,6 %
Non	50,4 %

Ces chiffres qui ne sont pas tranchés s'expliquent sans nul doute par de larges inégalités territoriales qu'il nous est impossible de déterminer, le questionnaire ne proposant pas de distinction géographique.

17. Disposez-vous de suffisamment d'équipements de protection individuelle ?

Oui	61,6 %
Non	38,4 %

18. Dans votre SDIS, que pensez-vous de la qualité de vie en service ?

Ensemble des SPP	
Elle est très bonne	6,0 %
Elle est bonne	61,7 %
Elle est mauvaise	25,9 %
Elle est très mauvaise	6,4 %
Ensemble des SPV	
Elle est très bonne	8,1 %
Elle est bonne	74,4 %
Elle est mauvaise	15,3 %
Elle est très mauvaise	2,3 %

Malgré une très légère nuance entre SPP et SPV, la qualité de vie en service est très majoritairement ressentie comme bonne ou très bonne.

19. Les incivilités et violences envers les sapeurs-pompiers augmentent. Comment mieux y faire face ?

Meilleure information du public via des partenariats avec des associations locales	41,0 %
Écoute de la hiérarchie et coopération avec les forces de l'ordre/justice	44,8 %
Renforcement des sanctions pénales contre les agresseurs	86,3 %
Autre (* : réponse libre)	1,4 %

20. Au regard des nouvelles menaces terroristes, pensez-vous que les sapeurs-pompiers sont bien préparés ?

Oui	10,6 %
Non	89,4 %

21. Si non, pourquoi ?

Formation insuffisante	68,5 %
Rôles respectifs des forces de l'ordre et des équipes de secours pas assez précis	52,2 %
Les sapeurs-pompiers de mon département n'ont pas de protection balistique	49,3 %
Les sapeurs-pompiers n'ont pas à intervenir en cas de fusillade, même pour sauver des vies	20,0 %

Les réponses aux questions 20 et 21 montrent que les nouvelles menaces bousculent le schéma opérationnel et des adaptations sont nécessaires en permanence, tant en termes de formation que d'équipement.

E. Ressources humaines et reconnaissance

22. Quels signes de reconnaissance attendez-vous, en général ?

La possibilité de répondre à plusieurs propositions explique les résultats supérieurs à 100 %.

Attention de la part de la hiérarchie	59,7 %
Médailles	18,1 %
Revalorisation des indemnités/traitements	53,8 %
Avancement accéléré	24,0 %
Soutien à la conciliation de mes temps de vie (souplesse d'organisation, aides au mode de garde des enfants, outils de gestion de ma disponibilité)	51,8 %
Autre	1,9 %

La meilleure des reconnaissances est encore celle de la hiérarchie. Notons que le soutien à la conciliation des temps de vie est également un signe très attendu de la part des sapeurs-pompier.

23. L'État vous-semble-t-il reconnaître les sapeurs-pompier à leur juste valeur compte tenu de leur contribution à la protection des populations ?

Oui	17,1 %
Non	82,9 %

24. Votre hiérarchie sapeurs-pompier vous-semble-t-elle reconnaître les sapeurs-pompier à leur juste valeur ?

Oui	46,9 %
Non	53,1 %

25. Votre département vous-semble-t-il reconnaître les sapeurs-pompier à leur juste valeur compte tenu de leur implication dans la protection des populations ?

Oui	45,9 %
Non	54,1 %

26. Votre commune vous-semble-t-elle reconnaître les sapeurs-pompier à leur juste valeur compte tenu de leur implication dans la protection des populations ?

Oui	63,3 %
Non	36,7 %

Les réponses aux questions 23 à 26 nous montrent que le sentiment de reconnaissance augmente à mesure de la proximité géographique.

27. Les décorations (Légion d'Honneur, Ordre national du Mérite, Médaille de la sécurité intérieure, etc.) sont-elles importantes pour marquer la reconnaissance de la population à l'égard des sapeurs-pompiers ?

Oui, importantes	51,0 %
Moyennement importantes	31,1 %
Non	17,9 %

28. Sapeurs-pompiers, vous sentez-vous traités de façon équitable par rapport aux gendarmes et aux policiers, en termes de reconnaissance au niveau local ?

Oui	66,0 %
Non	34,0 %

29. Sapeurs-pompiers, vous sentez-vous traités de façon équitable par rapport aux gendarmes et aux policiers, en termes de reconnaissance au niveau national ?

Oui	39,7 %
Non	60,3 %

Si la reconnaissance locale semble équitable par rapport aux autres forces de sécurité, elle largement déficitaire au niveau national.

F. Ressources humaines et reconnaissance : questions spécifiques aux sapeurs-pompiers professionnels

30. SPP, la réforme de la filière de 2012 a-t-elle été, dans la gestion de votre carrière :

Ensemble des SPP	
Un progrès	9,7 %
Une régression	46,0 %
Ni l'un ni l'autre	29,4 %
NSP	14,9 %
Officiers SPP	
Un progrès	16,7 %
Une régression	33,6 %
Ni l'un ni l'autre	48,3 %
NSP	1,5 %
Sous-officiers SPP	
Un progrès	9,9 %
Une régression	60,1 %
Ni l'un ni l'autre	29,1 %
NSP	0,9 %
Sapeurs ou caporaux SPP	
Un progrès	2,9 %
Une régression	34,8 %
Ni l'un ni l'autre	10,1 %
NSP	52,2 %

La déception semble très forte vis-à-vis de cette réforme. Ces résultats, en particulier la perception des sous-officiers, principaux bénéficiaires théoriques de cette dernière, révèlent néanmoins essentiellement une forte déconvenue dans son application locale, qui devra être prise en compte dans le cadre de l'évaluation conduite par la Conférence nationale des services d'incendie et de secours sur la mise en œuvre de cette réforme avant l'échéance de 2019.

31. SPP, votre temps de travail est-il aujourd'hui, selon vous, adapté ?

Oui	59,2 %
Non	40,8 %

32. En cycle opérationnel, quel régime vous semble le plus adapté ?

Ensemble des SPP	
24 heures	31,1 %
Panachage 12-24 h.	46,2 %
12 heures	20,6 %
8 heures	2,1 %
Officiers SPP	
24 heures	17,6 %
Panachage 12-24 h.	58,8 %
12 heures	18,7 %
8 heures	4,9 %
Sous-officiers SPP	
24 heures	36,0 %
Panachage 12-24 h.	40,4 %
12 heures	23,2 %
8 heures	0,4 %
Sapeurs ou caporaux SPP	
24 heures	45,3 %
Panachage 12-24 h.	36,3 %
12 heures	17,6 %
8 heures	0,8 %

Si l'ensemble des SPP semble préférer le panachage des gardes entre 12 et 24 h, les sapeurs et caporaux montrent quant à eux une préférence pour les gardes de 24 h.

G. Ressources humaines et reconnaissance : questions spécifiques aux sapeurs-pompiers volontaires

33. Si vous êtes SPV, laquelle de ces raisons serait le plus fortement susceptible de vous faire renoncer à votre engagement ?

Fermeture de la caserne	57,0 %
Difficulté de conciliation de mes différentes vies	23,0 %
Manque de reconnaissance	14,6 %
Temps et volume de formation trop élevés	5,4 %

La fermeture de sa caserne de rattachement (souvent celle de son village ou de sa commune) est le facteur principal qui inciterait un volontaire à rompre son engagement. Les fermetures de casernes sont ainsi nettement corrélées avec la baisse du nombre de volontaires.

34. Si vous êtes SPV, laquelle de ces raisons vous incite le plus fortement à renouveler votre engagement ?

Sentiment d'être utile	57,2 %
Bonne ambiance et liens fraternels	30,1 %
Reconnaissance de mes compétences	8,2 %
Temps et volume de formation trop élevés	4,5 %

Le sentiment d'être utile est un élément déterminant de l'engagement de sapeur-pompier volontaire, résolument tourné vers le service. Le lien social créé par cet engagement est un facteur important également.

35. Si vous êtes SPV, la reconnaissance de vos compétences de SPV dans votre activité professionnelle est-elle un élément :

Important	60,6 %
Peu important	27,8 %
Pas important du tout	11,6 %

36. Pour aider les SPV dans la recherche d'emploi, créer des équivalences entre les formations de sapeurs-pompiers et des diplômes existants vous semble-t-il une bonne idée (formation SPV = SST ou encore incendie = SSIAP) ?

Oui	95,1 %
Non	4,9 %

La reconnaissance des compétences acquises est plébiscitée par les SPV.

37. En 2013, lors du congrès national à Chambéry, un Engagement national comprenant 25 mesures pour développer le volontariat a été signé. En avez-vous connaissance ?

Ensemble des SPV	
Oui	30,0 %
Non	70,0 %
Officiers SPV	
Oui	57,6 %
Non	42,4 %
Sous-officiers SPV	
Oui	32,5 %
Non	67,5 %
Sapeurs ou caporaux SPV	
Oui	18,7 %
Non	81,3 %

L'Engagement pour le volontariat signé en 2013 est assez peu connu de ceux pour qui il a été mis en place. Le degré de connaissance progresse cependant en fonction du grade des répondants.

38. Si vous avez connaissance de cet Engagement national pour le volontariat, sa mise en œuvre dans votre SDIS a-t-elle eu un impact sur la disponibilité des volontaires ?

Ensemble des SPV	
Oui	6,6 %
Non	28,1 %
Je ne sais pas	65,3 %
Officiers SPV	
Oui	11,6 %
Non	44,1 %
Je ne sais pas	44,33 %
Sous-officiers SPV	
Oui	5,8 %
Non	30,9 %
Je ne sais pas	63,3 %
Sapeurs ou caporaux SPV	
Oui	5,1 %
Non	18,1 %
Je ne sais pas	76,8 %

Ces réponses reflètent le manque de lisibilité sur la mise en place et la déclinaison locale de ce plan d'action, proportionnel au rang hiérarchique, ainsi qu'à la difficulté de mesurer l'impact de cet Engagement en matière de disponibilité.

39. De manière générale, pensez-vous que les actions de promotion du volontariat (campagnes de communication) sont :

Suffisantes	17,8 %
Insuffisantes	61,9 %
Très insuffisantes	20,3 %

40. Concernant les actions de promotion du volontariat, l'action de l'État est :

Suffisantes	8,4 %
Insuffisantes	50,0 %
Très insuffisantes	41,6 %

41. Concernant les actions de promotion du volontariat, l'action de la FNSPF est :

Suffisantes	33,5 %
Insuffisantes	57,6 %
Très insuffisantes	8,9 %

42. Concernant les actions de promotion du volontariat, l'action de votre SDIS est :

Suffisantes	30,0 %
Insuffisantes	54,7 %
Très insuffisantes	15,3 %

Les réponses aux questions 39 à 42 montrent que les efforts doivent être poursuivis par tous les acteurs, et en premier lieu par l'État pour faire la promotion de l'engagement volontaire.

43. L'État a créé une Garde nationale regroupant les réserves opérationnelles des armées, de la gendarmerie et de la police. Selon-vous, les sapeurs-pompiers doivent-ils faire partie de cette Garde nationale ?

Oui	69,1 %
Non	30,9 %

44. Pour développer cette Garde, l'État dégage d'importants moyens (campagnes de communication, aide au permis de conduire, primes de fidélisation, réduction d'impôts pour les entreprises, etc.). Les SPV doivent-ils bénéficier des mêmes avantages ?

Oui	94,8 %
Non	5,2 %

Au regard de leur engagement, les sapeurs-pompiers comprendraient assez mal que d'autres volontariats soient mieux reconnus et mieux valorisés que le leur.

45. Si vous êtes SPV et salarié.e, votre supérieur.e hiérarchique professionnel.le est-il.elle informé.e de votre engagement ?

Oui	94,7 %
Non	5,3 %

Les sapeurs-pompiers volontaires ne se cachent plus de leur engagement auprès de leur employeur. La crainte d'une discrimination semble s'être éloignée.

46. Si oui, votre engagement de SPV est-il reconnu dans votre travail ?

Oui	44,9 %
Non	55,1 %

Au regard de la réponse précédente, la question de la reconnaissance des compétences est un réel enjeu à développer et promouvoir pour les SPV.

47. Tous les SPV ne perçoivent pas la même indemnité pour les astreintes à domicile. Pensez-vous qu'il faudrait une harmonisation nationale ?

Oui	91,1 %
Non	8,9 %

48. La disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires en journée est souvent insuffisante. Pensez-vous qu'élargir le recrutement des volontaires (femmes, personnes plus âgées, minorités, etc.) permettrait d'améliorer les choses ?

Femmes	
Oui	38,3 %
Non	61,7 %
Hommes	
Oui	38,8 %
Non	61,2 %
16-25 ans	
Oui	38,0 %
Non	62,0 %
25-35 ans	
Oui	30,9 %
Non	69,1 %

Plus de 35 ans et ancien.ne.s	
Oui	42,0 %
Non	58,0 %

Ce résultat peut être considéré comme la traduction non pas d'un rejet de l'élargissement du recrutement, mais d'une interrogation sur sa capacité à résoudre le manque de disponibilité en journée compte tenu à la fois de la difficulté intrinsèque et du caractère personnel de cette problématique.

H. Ressources humaines et reconnaissance : questions spécifiques aux personnels administratifs, techniques et spécialisés

49. Si vous êtes PATS, quel est votre sentiment par rapport à la communauté des sapeurs-pompiers ?

La possibilité de répondre à plusieurs propositions explique les résultats supérieurs à 100 %.

Je m'y sens accueilli.e via mon SDIS	63,7 %
Je m'y sens accueilli.e via mon UD	26,0 %
Je ne me sens pas inclus.e par mon SDIS dans cette grande famille	26,8 %
Je ne me sens pas inclus.e par mon UD dans cette grande famille	20,3 %

Le sentiment d'appartenance des personnels administratifs est positif. En revanche, l'implication associative reste à travailler.

50. Si vous ne vous sentez pas inclus.e au sein de la communauté des sapeurs-pompiers, comment souhaiteriez-vous l'être ?

La possibilité de répondre à plusieurs propositions explique les résultats supérieurs à 100 %.

En découvrant mieux les activités opérationnelles (immersion en caserne, formation PSC1/SST)	49,8 %
En participant aux actions de prévention des risques auprès du public	54,9 %
En participant aux activités associatives (congrès d'UD, compétitions sportives)	36,9 %

C'est en étant impliqué dans le cœur des missions que le sentiment d'appartenance des PATS se développe.

I. Ressources humaines et reconnaissance : questions spécifiques aux anciens sapeurs-pompier

51. Si vous êtes un.e ancien.ne sapeur-pompier, avez-vous encore un rôle ou une place au sein de votre SDIS ?

La possibilité de répondre à plusieurs propositions explique les résultats supérieurs à 100 %.

Oui, je suis membre d'une réserve ou équipe de soutien du SDIS	7,6 %
Oui, je suis invité et participe aux cérémonies	40,4 %
Non	28,3 %
Non, mais j'aimerais bien	31,5 %

52. Si vous êtes un.e ancien.ne sapeur-pompier, avez-vous encore un rôle ou une place au sein de votre union départementale ?

La possibilité de répondre à plusieurs propositions explique les résultats supérieurs à 100 %.

Oui, je m'implique dans le réseau des anciens	24,8 %
Oui, je m'implique dans la vie de l'UD (congrès, manifestations sportives, actions de prévention)	19,6 %
Oui, je suis membre d'une réserve ou équipe de soutien de l'UD	6,7 %
Non	43,7 %
Non, mais j'aimerais pouvoir le faire	23,6 %

Si de nombreux anciens sapeurs-pompier sont encore présents aux côtés des SDIS et du réseau associatif, nombreux sont également ceux qui ne le sont pas mais aimeraient le faire. C'est là un formidable vivier de compétences pour des missions d'appui et de soutien, qu'il ne faut pas négliger !

J. Maillage territorial

53. En 2015, le délai moyen national entre le décroché du CTA et l'arrivée des secours était de 12 min et 40 secondes. Ce délai vous paraît-il :

NB : Le questionnaire de la consultation a été élaboré avant que ne soient connus les nouveaux chiffres. Le délai moyen a augmenté et s'établissait en 2016 à 13 minutes et 13 secondes (source : statistiques de la DGSCGC, édition 2016).

Acceptable	61,5 %
Encore trop élevé	38,5 %

54. Selon vous, la fermeture ou le regroupement des centres d'incendie et de secours à faible activité opérationnelle ou à faible disponibilité des effectifs en journée peut-elle être ou non envisagée pour faire des économies budgétaires ?

Ensemble des SPP	
Oui	65,8 %
Non	34,2 %
Ensemble des SPV	
Oui	31,0 %
Non	69,0 %

Le désaccord est ici marquant entre les 2 composantes de la ressource humaine. La contrainte budgétaire fait peser un réel risque de clivage entre les deux composantes dont la vision diverge ici.

55. Le dialogue entre le préfet, le SDIS, les élus et les sapeurs-pompiers locaux (UDSP, instances consultatives) dans les projets de fermetures ou regroupements de centres (adaptation du maillage territorial des SIS) de votre département est-il selon vous :

Satisfaisant	17,7 %
Insatisfaisant	42,0 %
Je n'ai pas d'avis	40,4 %

La concertation et le dialogue prônés par le rapport du Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires sont très majoritairement considérés comme imperceptibles ou insuffisants, et doivent être significativement renforcés.

K. Gouvernance et gestion : **relations avec le service départemental d'incendie et de secours**

56. Vous diriez que la qualité de votre relation avec la direction du SDIS est :

Ensemble des SPP	
Excellente	5,2 %
Plutôt bonne	39,3 %
Plutôt moyenne	37,2 %
Plutôt mauvaise	18,3 %
Ensemble des SPV	
Excellente	4,1 %
Plutôt bonne	52,7 %
Plutôt moyenne	36,1 %
Plutôt mauvaise	7,1 %

57. Avez-vous le sentiment que votre SDIS est à l'écoute des sapeurs-pompiers ?

Ensemble des SPP	
Oui	34,0 %
Non	63,0 %
Ensemble des SPV	
Oui	47,1 %
Non	52,9 %

58. Si non pour quelles raisons ?

La possibilité de répondre à plusieurs propositions explique les résultats supérieurs à 100 %.

Manque de communication de la part du SDIS	47,3 %
Difficultés à remonter l'information par les canaux traditionnels	49,4 %
La communication fonctionne mais les changements sont longs à se mettre en place	53,2 %

Les réponses aux questions 56 à 58 nous montrent que les professionnels, plus souvent au contact de la direction au quotidien que les sapeurs-pompiers volontaires se déclarent moins satisfaits de la qualité de la relation. En revanche, les sapeurs-pompiers volontaires se sentent moins écoutés par leur SDIS. Tous se rejoignent sur les causes qui expliquent ce sentiment, chacune de celles proposées rassemblant un nombre assez proche de suffrages.

59. Selon vous, qui dirige réellement le SDIS ?

Le DDSIS	21,2 %
Le PCASDIS	24,3 %
Le préfet	4,3 %
Les trois, chacun dans son domaine	50,1 %

60. Selon-vous, qui devrait réellement diriger le SDIS ?

Le DDSIS	54,3 %
Le PCASDIS	3,0 %
Le préfet	4,2 %
Les trois, chacun dans son domaine	38,4 %

61. Vous diriez que la qualité des relations avec les élus locaux est :

Excellente	10,6 %
Plutôt bonne	60,1 %
Plutôt moyenne	24,2 %
Plutôt mauvaise	5,0 %

L. Gouvernance et gestion : **relations avec les autres acteurs de la sécurité civile**

62. Vous diriez que la qualité des relations avec le personnel du SAMU est :

Excellente	6,7 %
Plutôt bonne	53,2 %
Plutôt moyenne	31,3 %
Plutôt mauvaise	8,8 %

63. Vous diriez que la qualité des relations avec la police/gendarmerie est :

Excellente	15,1 %
Plutôt bonne	73,4 %
Plutôt moyenne	10,5 %
Plutôt mauvaise	1,0 %

Avec les équipes des SAMU ou de la police et de la gendarmerie, sur le terrain, les relations sont souvent bien moins tendues qu'elles ne le sont au niveau national.

64. Vous diriez que la qualité des relations avec le personnel des associations agréées de sécurité civile (Croix-Rouge, Protection civile, etc.) est :

Excellente	3,2 %
Plutôt bonne	40,7 %
Plutôt moyenne	25,1 %
Plutôt mauvaise	4,7 %
Inexistante	26,3 %

Si la majorité des répondants déclarent avoir une plutôt bonne relation avec les personnels des associations agréées de sécurité civile, il faut cependant noter une part importante de répondants qui déclarent ne pas avoir de relation avec ces associations.

M. Gouvernance et gestion : enjeux nationaux

65. Suivez-vous régulièrement l'actualité de la sécurité civile au niveau national (FNSPF, DGSCGC notamment) ?

Officiers	
Oui	70,9 %
Non	29,1 %
Sous-officiers	
Oui	41,5 %
Non	58,5 %
Sapeurs ou caporaux	
Oui	37,7 %
Non	62,3 %

Si le suivi de l'actualité nationale semble mitigé, il recouvre néanmoins des disparités, parfois importantes en fonction du grade. Les officiers SPP sont parmi ceux qui déclarent le plus suivre cette actualité (83,5 %).

66. Si non, pour quelle(s) raison(s) ?

La possibilité de répondre à plusieurs propositions explique les résultats supérieurs à 100 %.

Officiers	
Je me sens éloigné des politiques nationales	41,5 %
Je ne sais pas comment me tenir informé vite et efficacement	35,9 %
L'actualité de mon département ou de ma commune me suffit	22,5 %
Sous-officiers	
Je me sens éloigné des politiques nationales	47,9 %
Je ne sais pas comment me tenir informé vite et efficacement	28,7 %
L'actualité de mon département ou de ma commune me suffit	23,4 %
Sapeurs ou caporaux	
Je me sens éloigné des politiques nationales	41,9 %
Je ne sais pas comment me tenir informé vite et efficacement	32,9 %
L'actualité de mon département ou de ma commune me suffit	25,2 %

67. Pensez-vous que les sapeurs-pompiers sont suffisamment préparés à l'évolution des crises à venir (terroristes, environnementales) ?

Oui	7,2 %
Non	92,8 %

68. Si non, pour quelles raisons ?

La possibilité de répondre à plusieurs propositions explique les résultats supérieurs à 100 %.

Manque d'effectifs	44,2 %
Renouvellement du matériel insuffisant	38,3 %
Innovations techniques faibles	50,7 %
Formation insuffisante	82,6 %

Ce sentiment d'impréparation doit être pris en compte essentiellement pour enrichir les contenus de formation.

69. Afin de mieux gérer les dépenses : pensez-vous pertinent que tous les sapeurs-pompiers portent une tenue identique (aujourd'hui, chaque SDIS a son propre polo avec une coupe et un marquage différent, par exemple) ?

Oui	13,4 %
Oui, avec pour seule distinction l'écusson de mon département	75,2 %
Non	11,4 %

70. Afin de mieux gérer les dépenses : pensez-vous utile d'uniformiser la signalétique (bandes réfléchissantes, code couleur, etc.) des véhicules de secours ?

Oui	91,7 %
Non	8,3 %

71. Pensez-vous pertinent de systématiser les groupements d'achats entre plusieurs départements pour rationaliser les achats d'équipements spécialisés ?

Oui, entre départements voisins	48,9 %
Oui, au niveau national	42,7 %
Non	8,5 %

72. Pensez-vous pertinent de systématiser les formations spécialisées communes/mutualisées entre plusieurs départements/au niveau régional ?

Oui, au niveau inter-départemental/régional	59,9%
Oui, et pourquoi pas au niveau national	24,1%
Non	16,0 %

73. Pensez-vous pertinent de mettre en place ou de systématiser des équipes_sécialisées communes entre plusieurs départements/au niveau régional ?

Oui, au niveau inter-départemental/régional	41,9 %
Oui, mais seulement lorsqu'il y a un bassin de risques commun	36,9 %
Non	21,5 %

Les réponses aux questions 69 à 73 montrent que les sapeurs-pompiers sont conscients des gains d'efficacité possibles, et sont prêts à davantage d'uniformisation, mutualisation et rationalisation des équipements et matériels, ainsi que des formations ou des équipes spécialisées.

74. Pour améliorer la réception des appels d'urgence et le service rendu à la population, pensez-vous pertinent de rassembler sapeurs-pompiers (18/112), gendarmes (17), policiers (17) et SAMU (15) en un même bâtiment ?

Oui	79,7 %
Non	20,3 %

75. Cette plateforme commune doit-elle être :

Départementale	83,4 %
Inter-départementale	8,8 %
Régionale (nouvelles grandes régions)	7,8 %

Les sapeurs-pompiers appellent de leurs vœux et massivement une rationalisation des plateformes de réception des appels afin d'améliorer la réception de ces appels et la coopération inter-services.

76. Le cadre actuel de l'organisation des sapeurs-pompiers vous paraît-il satisfaisant ?

Oui	51,7 %
Non	48,3 %

77. Sinon, quelle solution proposez-vous ?

La possibilité de répondre à plusieurs propositions explique les résultats supérieurs à 100 %.

Renforcer la place des communes et intercommunalités dans la gestion	34,7 %
Rapprocher les échelons départemental et régional	32,5 %
Pilotage par l'État pour garantir l'équité de service aux populations sur le territoire	58,6 %
Autre	2,6 %

78. Si le pilotage de l'État doit être renforcé, cela doit-il se faire par :

Versement par l'État aux SDIS, plutôt qu'aux départements, des moyens financiers alloués à leur fonctionnement	50,8 %
Création d'un établissement public national auquel les SDIS seraient rattachés (*)	22,7 %
Étatisation (DGSCGC) des SDIS, les SP devenant fonctionnaires ou engagés de l'État	26,5 %

(*) : établissement public national d'incendie et de secours administré conjointement (comme l'ENSOSP) par des représentants de l'État, des élus et des sapeurs-pompiers

79. L'investissement des SDIS a fortement baissé entre 2010 et 2015. Face à ce constat, pensez-vous que l'État doit davantage soutenir l'investissement des SDIS ?

Oui	93,3 %
Non, ce n'est pas son rôle	6,7 %

80. Si l'État doit soutenir davantage l'investissement des SDIS, pensez-vous qu'il faudrait :

Qu'il finance directement des projets transversaux ou des équipements (système de gestion opérationnelle notamment)	58,3 %
Qu'il mette les financements à leur disposition en laissant aux préfets et élus le choix de l'affectation des dépenses	41,7 %

Les réponses aux questions 76 à 80 démontrent le vœu des sapeurs-pompiers d'un meilleur pilotage de l'État et d'un réel besoin d'équité et d'égalité, dont seul l'État peut effectivement être le garant.

N. Liens avec la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France

81. Parmi les avantages de l'adhésion à la FNSPF, lesquels connaissez-vous ?

La possibilité de répondre à plusieurs propositions explique les résultats supérieurs à 100 %.

Protection juridique	52,2 %
Conseils juridiques	36,3 %
Participation aux compétitions sportives du réseau	57,1 %
Aide sociale « solidarité famille »	50,9 %
Offre « privilège adhérents » (réductions et avantages commerciaux)	59,2 %
Représentation auprès des pouvoirs publics	38,3 %

Ces réponses nous montrent que les sapeurs-pompiers sont demandeurs d'actions communautaires et de solidarité. L'adhésion à un réseau collectif leur apporte ainsi une reconnaissance plus grande.

Glossaire

AASC	Association agréée de sécurité civile
CTA	Centre de traitement de l'alerte
DDISIS	Direction/directeur départemental(e) des services d'incendie et de secours
DGSCGC	Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises
ENSOSP	École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers
FNSPF	Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France
GCN	Grande cause nationale
ISP	Infirmier de sapeurs-pompiers
MSP	Médecin sapeur-pompier
PATS	Personnels administratifs, techniques et spécialisés
PCASDIS	Président du conseil d'administration du SDIS
PSC 1	Formation de prévention et secours civiques de niveau 1
SAMU	Service d'aide médicale urgente
SAP/SUAP	Secours aux personnes/secours d'urgence aux personnes
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours
SIS	Service d'incendie et de secours
SP	Sapeurs-pompiers
SPP	Sapeur-pompier professionnel
SPV	Sapeur-pompier volontaires
SST	Formation de sauveteur secouriste au travail
UD/UDSP	Union départementale des sapeurs-pompiers
VSAV	Véhicule de secours et d'assistance aux victimes

